

Chaque année, des dizaines de milliers de personnes sont victimes de violence sexuelle pendant ou après un conflit armé.

Programme sur la Violence Sexuelle en Zones de Conflit



Physicians for
Human Rights



Des témoins congolais sont rassemblés devant une audience foraine à Kalehe, en RDC, devant laquelle ils ont témoigné contre deux auteurs comparissant pour enlèvement, viol commis en masse, esclavage sexuel et meurtre.

Programme sur la Violence Sexuelle en Zones de Conflit



Des infirmières kenyanes participent à une formation médico-légale à Kisumu.

Pour atteindre ses objectifs, PHR a rassemblé des docteurs, des infirmiers, des policiers, des avocats et des juges.

Chaque année, des dizaines de milliers de femmes, hommes et enfants sont victimes de violence sexuelle pendant ou après la survenance d'un conflit armé. La situation est grave dans beaucoup de pays du monde, y compris ceux où la Cour Pénale Internationale (CPI) conduit des enquêtes : la République Centrafricaine (RCA), la République démocratique du Congo (RDC), le Kenya, le Soudan et l'Ouganda.

Les organisations gouvernementales et civiles reconnaissent que laisser échapper à toute sanction les personnes coupables de violence sexuelle affaiblit la justice et les mécanismes de réparation pour les survivants. Mettre fin à l'impunité doit être au cœur de toute réponse systématique à cette situation de crise.

Alors que les efforts pour apporter des réponses judiciaires aux survivants de viols commis en masse s'intensifient dans ces pays, Physicians for Human Rights (PHR), en collaboration avec de nombreux partenaires locaux dans les régions concernées, travaille pour l'amélioration des capacités des professionnels de la santé et de la justice dans la poursuite des crimes de violence sexuelle.

En effet, alors que les professionnels de la santé sont essentiels dans la phase de réponse initiale, un grand nombre d'entre eux reçoivent peu de formation dans la collecte et la documentation des éléments de preuve médico-légaux. Par ailleurs, les policiers, les procureurs et les juges ont également besoin d'appui afin de pouvoir évaluer correctement la violence sexuelle et interagir efficacement avec les professionnels de la santé et les survivants.

Pour répondre à ces besoins, PHR a lancé un programme de formation et de plaidoyer sur plusieurs années, en 2011, en vue de développer les relations entre les experts des secteurs médical, policier, et judiciaire en RCA, RDC, Kenya, Soudan du Sud et Ouganda. Le but de PHR est d'améliorer de façon radicale la capacité locale de recueil des éléments de preuve juridiquement admissibles en vue de soutenir les poursuites pénales des crimes de violence sexuelle.

Le Programme sur la Violence Sexuelle en Zones de Conflit s'appuie sur l'expérience de PHR dans la documentation des crimes de guerre et dans la formation médico-légale donnée aux experts en zones de conflit où des crimes de masse ont été commis. Plus particulièrement, le programme comprend une série d'ateliers de formation intersectoriels et collaboratifs pour les membres des secteurs médical, policier et judiciaire.

A travers ces formations, le Programme sur la Violence Sexuelle en Zones de Conflit de PHR:

- travaille avec des experts locaux afin de former des médecins, infirmiers et conseillers psychosociaux au rassemblement de preuves médico-légaux dans les cas de violence sexuelle, y compris en passant par l'établissement de rapports sur les conséquences physiques de ces violences, la fourniture de traitements appropriés ainsi que de soutien juridique;
- fournit un forum pour permettre une formation intersectorielle et une collaboration professionnelle afin de répondre aux besoins des victimes;
- établit des liens entre les membres des secteurs de la santé, de la police et de la justice en vue de faciliter le développement d'un réseau de soutien entre tous les acteurs qui participent à la lutte contre la violence sexuelle;

Le modèle de formation de PHR est construit avec l'objectif de renforcer les capacités locales de manière durable.



Physicians for Human Rights

- plaide pour des réformes aux niveaux local et international pour lutter contre les obstacles politiques, légaux, sociaux et culturels qui trop souvent détournent les efforts dans la direction des poursuites efficaces; et
- soutient la CPI ainsi que d'autres mécanismes judiciaires internationaux et locaux dans les poursuites contre des auteurs des crimes de masse les plus graves commis dans ces pays.

Au-delà de renforcer chacun de ces secteurs dans leur capacité de réponse à la violence sexuelle, l'initiative de PHR espère améliorer le statut des infirmiers qui documentent et enquêtent sur ces crimes, réduire l'isolement professionnel, stimuler la communication et faciliter le dialogue entre les communautés médicale, policière et judiciaire.

Pour atteindre ses objectifs, PHR a rassemblé un vaste réseau d'experts locaux et internationaux, comprenant des médecins, infirmiers, policiers, experts médico-légaux, avocats et juges. Ces experts, avec d'autres partenaires,

ont aidé à développer les matériels de formation et à mener les ateliers de formation dans le but de définir et de mettre en place les bonnes pratiques en matière médico-légale.

Le modèle de formation de PHR est construit avec l'objectif de renforcer les capacités locales de manière durable, les participants à ces programmes de formation professionnelle étant amenés eux-mêmes, par la suite, à former à leur tour leurs propres collègues.

En adoptant une approche globale, en créant de nouveaux liens entre des acteurs venant de différents secteurs professionnels et en soutenant les capacités de poursuite au niveau local, nous pouvons aider à renforcer les mécanismes de responsabilité concernant la violence sexuelle en Afrique de l'Est et Centrale. En effet, mettre fin à la culture d'impunité est indispensable pour prévenir la commission de crimes à l'avenir et pour permettre aux survivants d'avoir un sentiment de justice.

À ce jour, PHR a:

- organisé des formations médico-légales de base et avancées dans l'Est de la RDC, au Kenya et ailleurs;
- formé plus de 600 professionnels de la santé, de la police et du droit;
- mis sur pieds des réseaux intersectoriels de professionnels en RDC et au Kenya;
- développé et augmenté depuis trois ans les partenariats locaux pour faciliter la communication, la coordination et la collaboration entre les professionnels de la santé, de la police et du droit.

MediCapt est une application mobile en cours de développement sous l'égide de PHR dont l'objectif est d'aider les cliniciens à collecter, documenter et préserver les preuves médico-légales admissibles devant les tribunaux en matière d'atrocités de masse, y compris les violences sexuelles et la torture. Ce nouvel outil convertit un certificat médico-légal pour utilisation sur une plateforme numérique, et il l'associe avec une caméra mobile sécurisée facilitant la photographie médico-légale. En février 2013, PHR a gagné le premier prix dans la compétition USAID-Humanity United Tech Challenge pour la Prévention d'Atrocités pour MediCapt.



Un juge congolais anime une discussion sur les obstacles à la justice.

Programme sur la Violence Sexuelle en Zones de Conflit

Expertise de PHR concernant la documentation de viols de masse et le rassemblement de preuves médico-légales

PHR bénéficie d'une grande expérience en matière d'enquêtes médico-légales et d'activités de plaidoyer pour lutter contre les viols en zones de conflit. Depuis plus de 20 ans, PHR a mené des recherches et des activités de plaidoyer novatrices sur ces violences, notamment en effectuant différentes études de référence en Bosnie, au Sierra Leone et au Soudan/Tchad. De 2004 à 2006, PHR a coordonné une série de formations à Khartoum et à Nyala, au Darfour, Soudan, concernant les méthodes de documentation de la torture, des violences sexuelles contre les femmes et d'autres abus. La CPI a cité les rapports publiés par PHR sur les crimes de guerre commis au Darfour dans ses écritures en 2009-2010.

En outre, les formations médico-légales proposées ailleurs dans le monde par PHR, basées sur le Protocole d'Istanbul (utilisé comme modèle de référence par les Nations Unies pour la documentation de la torture et dont PHR est co-auteur), ont permis d'améliorer les procédures en place dans les pays qui s'efforcent de réduire l'impunité pour les crimes de torture et/ou de violence sexuelle. PHR offre des séances sur la conduite des enquêtes sur les lieux du crime, sur le rassemblement des éléments de preuve, sur les services d'analyse scientifique et sur les opérations effectuées par les médecins légistes.

À travers toutes ces initiatives, PHR a développé une compréhension plus poussée des traumatismes subis par les survivants de violence sexuelle en zones de conflit et de leurs besoins complexes, y compris leur droit à une justice globale.

A propos de PHR

Physicians for Human Rights (PHR) utilise la médecine et la science pour documenter et attirer l'attention sur les atrocités commises en masse et les violations graves des droits de l'homme. PHR a été fondée en 1986 avec l'idée que les professionnels de la santé, avec leurs spécialisations, leurs devoirs éthiques et leur crédibilité, occupent une position unique pour arrêter les violations des droits de l'homme.

Les enquêtes et l'expertise de PHR sont utilisées pour plaider contre la persécution des personnels de la santé, pour empêcher la torture, pour documenter les atrocités de masse et pour tenir responsables ceux qui violent les droits de l'homme.

PHR a travaillé dans plus de 40 pays, y compris l'Afghanistan, le Bahreïn, la Birmanie, la RDC, l'Iran, l'Irak, le Kenya, la Libye, le Soudan, la Syrie et les Etats-Unis.



Des policiers de l'est de la RDC participant au programme de formation avec deux membres de PHR: Georges Kuzma, expert en enquêtes médico-légales et Dr. Coleen Kivlahan, experte médicale.



Physicians for
Human Rights

phr.org



Shared in the 1997
Nobel Peace Prize

New York, NY Boston, MA Washington, DC
Headquarters